RAISON D'ÉTAT ET SOCIÉTÉ

Cesare Beccaria. La pratica dei lumi. Atti del convegno (IV giornata Luigi Firpo, 4 marzo 1997), a cura di Vincenzo FERRONE e Gianni FRANCIONI. Florence, Olschki, 2000. 18 × 25,5, vi-182 p., index (Fondazione Luigi Firpo. Centro di studi sul pensiero politico. Studi e testi, vol. XI).

Le contexte d'une édition en cours des œuvres complètes de Cesare Beccaria (Éditions Mediobanca, 9 volumes parus, 17 volumes prévus) suscite aujourd'hui une diversification de l'intérêt des chercheurs pour un auteur dont on découvre les multiples visages. Les actes du présent colloque, nourri par le double dessein de présenter au public les volumes disponibles de cette édition (Gianni Francioni, « Notizie dal cantiere dell'edizione nazionale beccariana »), ainsi que les orientations actuelles de la recherche, ne conduisent cependant pas le lecteur vers les autres écrits théoriques de l'auteur de *Des délits et des peines* (dont les *Recherches concernant la nature du style* viennent d'être traduites en français, pour la première fois depuis 1771, par Bernard Pautrat, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2001), mais plutôt vers les textes de la dernière partie de sa vie (de 1771 à sa mort en 1794). Désormais haut fonctionnaire travaillant pour le gouvernement de Milan alors sous domination autrichienne, le philosophe abolitionniste adulé par l'Europe des Lumières rédige quotidiennement des *Atti di governo* (qui doivent occuper 11 volumes de l'édition citée, dont à ce jour 5 seulement sont parus), textes administratifs, notes, recommandations, avis, portant sur des domaines aussi divers que l'annonce, les monnaies, les mines, les poids et mesures, puis les manufactures et le commerce, les foires et les marchés, plus tard enfin la santé, la police, les maisons d'arrêt et de correction, le code politique, les questions de juridiction. Beccaria, c'est donc les Lumières mises en pratique, ou mieux : la *pratica dei lumi* ; du cabinet d'études au bureau du fonctionnaire, son parcours illustre à la fois un rêve et une tension internes aux Lumières, concrètement décrits par Carlo Capra (« Il gruppo del "Caffè" e le riforme »), qui montre la continuité difficile, jalonnée de renoncements qui ne sont jamais des trahisons, entre les écrits théoriques de Cesare Beccaria et de Pietro Verri et leur activité de fonctionnaires et de réformateurs.

Diversification de l'intérêt, donc, pour celui qui reste cependant essentiellement l'auteur de *Des délits et des peines* ; mais diversification qui témoigne aussi d'une fondamentale continuité : l'ensemble des communications réunies ici, du titre du colloque à la formule de conclusion lancée par Renato Pasta, s'inscrit en effet résolument dans l'héritage du grand maître des études dix-huitiémistes en Italie ; le « *Maestro torinese* », Franco Venturi, disparu en 1994. Interroger les Lumières à partir de leur tension constitutive entre idéal théorique et réforme concrète, définir

l'*illuminismo* italien comme un âge des réformes qui prépare le *Risorgimento*, et donc comme l'œuvre non de philosophes mais d'hommes de terrain (« *Ve li immaginate Rousseau e Diderot alti funzionari ? Beccaria e Verri lo furono* », écrivait-il dès 1954), telle fut l'entreprise inlassablement, passionnément menée par Venturi, et reprise aujourd'hui par ses anciens élèves et continuateurs. Pasta (« *Nugae academicae*. Divagazioni su Beccaria, le riforme e l'illuminismo ») se saisit ainsi du prétexte de Beccaria pour rappeler à quel point les principes historiographiques légués par Venturi savent faire droit, contre un certain nombre de tentations récentes à la dissolution et à l'indistinction, à ce qu'il y a de singulier dans les Lumières comme âge irréductible, âge des réformes et d'une synthèse proprement inouïe entre pensée et action, qui le distingue radicalement des siècles précédents. Un tel parti pris méthodologique offre donc *Des délits et des peines* au feu croisé d'un questionnement interdisciplinaire, entre histoire, droit et philosophie politique, qui cherche cependant à tenir ensemble deux présupposés non exempts de tensions et dont la difficile résolution empoisonne depuis longtemps les études beccariennes.

Le premier d'entre eux consiste à soutenir, par un effet en retour de la pratique de gouvernement sur la réflexion théorique, que ce petit livre est un texte engagé dans l'action immédiate, qui fait donc feu de tout bois théorique – au prix même de difficultés, voire de contradictions – pour transformer les mots en armes et les idées en réformes. Il s'agit donc d'un texte de juriste, ou plutôt de législateur, de réformateur. C'est pourquoi les déceptions attendent quiconque voudrait extraire l'ouvrage *Des délits et des peines* de son contexte, par exemple en le mobilisant dans les luttes de notre temps. Tentation dangereuse, soutient le juriste Gustavo Zagrebelsky (« La legge secondo Beccaria e le trasformazioni del tempo presente »), dans la mesure où les conceptions juridiques du Milanais ne sont plus adaptées à notre situation actuelle. Contre l'arbitraire des peines et la liberté relative du juge dans l'interprétation des lois, Beccaria réclamait en effet un système des peines fixes qui réduisit le rôle du juge à une pure et simple enquête sur les faits ; mais, outre que cette conception est peut-être impraticable, nous assistons aujourd'hui, à rebours des excès du rationalisme universaliste et abstrait hérité des Lumières, à un retour du juge comme acteur central de la vie du droit, plus proche du législateur que de l'historien des faits. Pareille déception attend quiconque chercherait à associer la fortune historique de *Des délits et des peines* à son originalité. En historienne du droit, Maria Gigliola di Renzo Villata (« Beccaria e gli altri tra ieri e oggi ») rappelle d'abord que certaines des conceptions apparemment les plus hardies du Milanais avaient déjà été défendues avant lui, et que, d'autre part, sur le thème de la lettre et de l'esprit des lois, sa doctrine excessivement abstraite est loin d'avoir été commune à toute une époque, puisque nombreux furent, notamment parmi les techniciens et praticiens du droit, ses contradicteurs.

Le second présupposé consiste alors à soutenir, par anticipation sur une pratique administrative fondée sur des convictions et des partis pris théoriques, que ce livre extraordinaire et proprement inattendu est une œuvre de philosophie politique (et pas seulement de droit pénal : Venturi estimait que les *Delitti* n'auraient pas à rougir d'une confrontation avec le *De principatibus* de Machiavel). Dans cette voie, la recherche n'est pas au bout de ses peines : ce petit texte fourmille en effet

de contradictions (apparentes ?), de passages équivoques, d'impasses (dont la plus irritante, relevée jadis par Rodolfo Mondolfo, récemment reprise et réélaborée par Gianni Francioni, porte sur le lien entre utilitarisme et contractualisme). Faut-il, pour résoudre les difficultés, poursuivre l'étude des sources, déjà bien entamée ? Maria Rosa di Simone (« Riflessioni sulle fonti e la fortuna di Cesare Beccaria ») propose ainsi de se souvenir du contexte institutionnel où vit et pense Beccaria, et de regarder en direction des Lumières autrichiennes, et pas seulement françaises et anglaises. Faut-il également, pour mieux comprendre la nature des questions qu'il s'est posées, s'interroger sur la manière dont son œuvre a été reçue ? À partir de la correspondance déjà intégralement parue dans l'édition des œuvres complètes, Girolamo Imbruglia (« Riformismo e illuminismo. Il *Dei delitti e delle pene* tra Napoli e l'Europa ») fait d'abord apparaître dans *Des délits et des peines*, au miroir des réactions napolitaines marquées par le concept de raison d'État, une conception « naturaliste » de la société ; il souligne ensuite, au fil des relations entretenues en Europe à la faveur du succès obtenu par le livre, l'intérêt marqué de Cesare Beccaria pour David Hume, qui lui aurait servi de compromis entre Claude Adrien Helvétius et Jean-Jacques Rousseau. Faut-il enfin tenter une nouvelle interprétation du texte à la lumière des grandes oppositions qui structurent le débat politique du temps ? Alberto Burgio, auteur d'une édition du *Dei delitti*, rappelle et défend à nouveau sa thèse d'un Beccaria antilibéral, égalitariste, qui, malgré l'hommage apparent, croise le fer avec Montesquieu (« L'idea di eguaglianza tra diritto e politica nel *Dei delitti e delle pene* »). D'un point de vue plus général encore, Edoardo Tortarolo tente d'évaluer l'importance de *Des délits et des peines* dans la construction du concept d'opinion publique alors en voie de formation (« "Opinione pubblica" e illuminismo italiano. Qualche appunto di lettura »).

Recommandations, hypothèses, orientations : si l'activité éditoriale autour de Beccaria, ainsi que la succession des colloques qui lui sont consacrés (celui-ci fait suite à deux autres dont les actes ont été publiés en 1990 et en 1997) témoignent d'un heureux renouvellement de la recherche, ils rappellent aussi, par leur intensité même, mais peut-être aussi leur inachèvement, que la dernière monographie sur Beccaria remonte à 1971. Les difficultés restent entières, peut-être parce que l'édition des œuvres complètes n'est pas encore achevée, peut-être également parce que les études rassemblées ici n'échappent pas à une tension qui est celle-là même de l'*illuminismo riformatore* cher à Venturi.

Philippe AUDEGEAN

Jean-Paul DUVIOLS et Annie MOLINIÉ-BERTRAND, dir., *Charles Quint et la monarchie universelle*. Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2001. 16 × 24, 288 p., ill. (Iberica).

Publié à l'occasion du cinquième centenaire de la naissance de Charles Quint (1500), Roi Catholique (1516) et empereur romain germanique (1519), cet ouvrage

collectif, rassemblant historiens et spécialistes de la civilisation espagnole, propose une approche variée de son règne, tant dans ses dimensions européennes et hispaniques que coloniales.

Après le bilan historiographique proposé par Michèle Escamilla, le rôle de l'empereur est replacé dans les enjeux internationaux de la première moitié du XVI^e siècle. Marie-Véronique Martinez analyse ainsi l'évolution des relations entre le monarque et son adversaire François I^{er}, tandis que le souvenir de son exceptionnel voyage en France, pendant l'hiver 1539-1540, est évoqué à travers une pièce de Lope de Vega, *Carlos V en Francia* (1604), présentée par Aracelli Guillaume-Alonso.

Le fonctionnement du Saint Empire est décrit par Jean Bérenger à travers le rôle de Ferdinand d'Autriche, qui montra des dons de chef d'État selon lui supérieurs à ceux de son frère l'empereur. L'exhortation adressée par l'historiographe Juan Ginés de Sepúlveda à Charles Quint pour mener la guerre contre les Turcs, dont Alexandra Merle offre l'analyse, rappelle le problème essentiel que constitue la défense de la chrétienté face à l'expansion ottomane, au début du XVI^e siècle. Jean-Marie Valentin élargit cette approche sur le plan chronologique en étudiant le souvenir carolin dans la mythologie impériale au XVII^e siècle, notamment à travers les ballets et les opéras représentés à la cour de Vienne, à une époque où le danger turc se fait de nouveau pressant. Le remarquable travail de Patrick Duval consacré aux cercles humanistes hollandais, autour de la figure d'Érasme, expose les interrogations de savants inquiets quant à la richesse culturelle de leur propre nation, comparée à celle des mondes latins, mais parvenant à modeler une véritable identité néerlandaise à travers un travail historiographique – mené notamment par Cornelius Aurelius – visant au façonnement d'un « mythe batave » inspiré par Tacite.

Les contributions concernant la monarchie espagnole sont ouvertes par l'approche originale des institutions centrales castillanes poposée par Olivier Caporossi, qui se consacre à l'organisation judiciaire de la cour. L'exemple de la ville de La Corogne, choisi par Pablo Nogueira, illustre les répercussions de la politique impériale dans la péninsule ibérique, notamment sur le plan fiscal. Mais l'ouvrage s'intéresse surtout aux aspects culturels du règne. L'analyse de Cristina Diego Pacheco portant sur Luis Venegas de Henestrosa, auteur d'une anthologie d'œuvres pour clavier, harpe et guitare, montre l'importance de la musique chez les élites espagnoles. Le renouveau de l'imaginaire arthurien à la Renaissance est révélé par la vague des romans de chevalerie qui, comme les célèbres *Tirant le Blanc* et *Amadis de Gaule*, connaissent un immense succès dans l'Espagne de Charles Quint, ainsi que le rappelle Sylvia Roubaud. Dans le même esprit, le personnage de Don Juan, fils naturel de l'Empereur, se construit très rapidement comme une figure mythique à travers la littérature et l'iconographie que présente Annie Molinié-Bertrand.

L'aventure ultramarine et l'impact de la conquête des Nouveaux Mondes donnent lieu eux aussi à plusieurs articles. Viviane Carasco évoque l'imaginaire de la découverte à travers le premier traité cosmographique espagnol publié par Martín Fernández de Enciso, en 1519, qui offre au jeune empereur une description de l'Ancien Monde nourrie de références au périple d'Alexandre, et du Nouveau,

où l'auteur a séjourné à deux reprises. Jean-Paul Duviols examine l'éblouissement provoqué en Europe par les objets précieux aztèques rapportés par le conquistador Hernán Cortés à partir de 1519, et spécialement le « trésor de Moctezuma » – dont il reproduit un inventaire italien jusqu'à présent inconnu – contenant plusieurs centaines de bijoux d'or et de jade, des cuirs, des plumes et des tissus. Les cérémonies célébrées à l'occasion de la mort de l'Empereur sont étudiées par Sonia V. Rose, qui s'intéresse particulièrement à celles qui se déroulèrent au Nouveau Monde, parfois plus d'un an après le décès, comme ce fut le cas à Lima en novembre 1559, l'occasion permettant à la ville de manifester sa richesse. Enfin, la dimension asiatique des découvertes apparaît dans la contribution de Clotilde Jacqueland consacrée à la route des épices – et surtout à l'archipel des Moluques en Indonésie –, pour le contrôle de laquelle Espagnols et Portugais s'affrontent sans relâche.

Ce livre le confirme, le temps de Charles Quint reste un champ de travail ouvert et passionnant à plus d'un titre, notamment dans sa dimension américaine.

Nicolas LE ROUX

Horst CARL, *Okkupation und Religionismus. Die preussischen Westprovinzen im Siebenjährigen Krieg*. Mayence, Verlag Philipp von Zabern, 1993. 18 × 24,5, XIV-489 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte, Abteilung Universalgeschichte, Bd. CL).

« Les Français étaient les meilleurs ennemis qu'on puisse avoir. » Rares sont les occupés, qui, tel l'orientaliste de l'université de Göttingen, Johann David Michaelis, avaient gardé un souvenir aussi favorable de l'occupant après la guerre de Sept Ans. Il faut reconnaître que bien des Allemands vécurent beaucoup plus mal le contact avec les troupes françaises que l'illustre université qui fut traitée avec égards et considération par tous les commandants français.

Horst Carl a fait de l'occupation française dans les territoires prussiens le sujet d'une excellente étude très fouillée qui ouvre de nouvelles perspectives sur un grand nombre d'aspects de l'histoire de la guerre de Sept Ans. Le livre volumineux, paru dans la collection de l'institut d'histoire européenne de Mayence, est issu d'une thèse de doctorat dirigée par Volker Press et soutenue à l'université de Tübingen en 1990. Après quelques réflexions générales sur l'occupation et l'administration sous l'Ancien Régime, l'auteur analyse la situation très particulière des territoires occidentaux au sein des possessions du roi de Prusse. Deux longs chapitres concernent l'administration par les Français des territoires occupés pendant la guerre de Sept Ans et le comportement de la France comme puissance d'occupation. Les trois chapitres suivants sont consacrés à l'administration prussienne sous l'occupation, aux charges que les territoires durent supporter pendant la guerre et à l'évolution de la situation après la fin de la guerre.

On trouve dans ce livre remarquablement documenté un grand nombre de renseignements qui intéressent en premier lieu l'histoire régionale. Dans un contexte plus général, on retiendra surtout combien cette étude enrichit nos connaissances sur la guerre au XVIII^e siècle. Selon Carl, la recherche du profit maximal, par l'occupant, dans la mise en valeur des territoires occupés, s'accompagnait d'un traitement moins brutal du pays conquis au regard d'époques antérieures. En effet, au-delà de certaines limites, l'exploitation risquait de tuer la vache que l'on voulait traire et de devenir ainsi contre-productive. Pour s'assurer des ressources fiables, mieux valait des exigences précises plutôt que le pillage. À partir de 1759, la contribution des territoires prussiens fut réglée par une convention.

Si la dévastation systématique d'un territoire était donc un fait exceptionnel, les conséquences de la guerre restaient dramatiques dans les lieux où il y avait une forte concentration de troupes.

Pour la population civile, le risque de massacre était somme toute nettement moins grand qu'à l'époque de la guerre de Trente Ans. Il y eut néanmoins de multiples exactions perpétrées par les occupants. Le maréchal de Richelieu, Louis François Armand de Vignerot du Plessis, connu comme « le petit père de la maraude » (son « Pavillon d'Hanovre » était ainsi appelé en référence au pays pillé par lui à l'époque de son commandement en chef), est la figure la plus célèbre de ceux qui s'adonnèrent à ces pratiques très répandues. Carl arrive à la conclusion que les Prussiens ne tiraient pas un plus grand profit que les Français des territoires qu'ils occupaient, mais que les sommes qui parvenaient, en fin de compte, dans les caisses de l'État étaient plus importantes en Prusse qu'en France. Richard Waddington, le plus grand historien français de la guerre de Sept Ans (à qui Carl donne par erreur le prénom Albert dans son index) avait certes un peu idéalisé l'état des choses en Prusse, mais avait néanmoins saisi l'essentiel de cette différence quand il écrivit, dès 1899 : « Si dans les deux camps les exactions aux dépens de l'habitant se ressemblent [...] l'emploi de gains illicites diffère du tout au tout. Chez Frédéric, ces ressources sont religieusement consacrées à l'entretien des troupes, à la poursuite de la guerre : chez les Français, elles ne servent qu'à enrichir quelques officiers favorisés et certains financiers éhontés. »

L'étude de Carl donne aussi des renseignements intéressants sur les rapports entre la France et l'Autriche, alliées de fraîche date. Les troupes françaises, qui agissaient juridiquement à titre d'auxiliaires des Autrichiens, avaient occupé les territoires prussiens au nom de l'Impératrice-Reine. Carl conclut que la coopération aurait difficilement pu être pire. L'une des causes résidait dans les tensions classiques qui opposaient les administrations civile (autrichienne) et militaire (française) dans les territoires occupés. De surcroît, les autorités d'occupation, de part et d'autre, avaient souvent du mal à accepter l'alliance avec l'ennemi traditionnel.

Eckhard BUDDRUSS

Edmond DZIEMBOWSKI, *Un nouveau patriotisme français, 1750-1770. La France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept Ans*. Oxford, Voltaire Foundation, 1998. 16 × 24, 566 p., ouvrages cités, index (Studies on Voltaire and the Eighteenth Century, 365).

Le traité de Paris (10 février 1763) qui clôt la guerre de Sept Ans (1756-1763) sanctionne la prépondérance anglaise sur les mers et donne à l'empire colonial d'Albion un nouveau souffle. Selon une tradition historiographique qui remonte au XIX^e siècle, les Français d'alors n'auraient pas perçu l'importance de ce bouleversement géopolitique. Loin de pleurer leurs pertes territoriales, ils auraient allègrement abandonné, selon la formule de Voltaire, quelques arpents de neige. Le cosmopolitisme cher aux Lumières, l'anglophilie ambiante rejoindraient ainsi de traditionnels choix continentaux, une peur de l'aventure maritime, et une méfiance certaine à l'égard de la colonisation. Le livre d'Edmond Dziembowski part en guerre contre ce lieu commun en proposant une réévaluation du concept de patriotisme. La fièvre patriotique qui s'empare de la France révolutionnaire et impériale à partir de 1792 ne saurait surgir du néant. Les historiens américains, notamment Dale Van Kley et David Bell ont déjà souligné l'inflation des termes « patriotes » et « patriotiques » dans les années 1970, et plus particulièrement l'utilisation de ces qualificatifs dans les polémiques intérieures, surtout dans la résistance au « coup Maupeou ». S'arrêtant au seuil de cet événement, Dziembowski s'interroge sur la constitution, dans les vingt ans qui précèdent, d'un sentiment patriotique face à notre « ennemi nécessaire et naturel » pour paraphraser Jeremy Black. Une des ambitions majeures de cet ouvrage tient dans la volonté d'inscrire l'histoire diplomatique dans celle du « mental collectif », d'où l'importance, l'abondance même et la diversité des sources mobilisées : mémoires, journaux, correspondances privées, papiers officiels, archives diplomatiques et textes littéraires, etc.

Trois temps rythment cette démonstration méthodique. Une première partie, « Les Français et l'Angleterre au milieu du XVIII^e siècle, 1750-1760 », fait le point sur l'attrait exercé par l'Angleterre en France au milieu du siècle. L'auteur, à la suite de Claude Nordmann, distingue « anglomanie » et « anglophilie ». L'anglophilie renvoie à la politique et à la philosophie, son emblème serait Voltaire, et propose, non sans nuances ni réserves, l'Angleterre issue de la Glorieuse Révolution comme un modèle politique. L'anglomanie est une mode, un sentiment plus léger, un attrait pour des mœurs différentes. L'anglomanie au demeurant est au départ un terme péjoratif. Il apparaît, semble-t-il, pour la première fois en 1753 dans une pièce de Louis de Poissy, *La Frivolité*, qui se moque du caractère des insulaires. Il connaît son heure de gloire en 1757 avec le bouillant pamphlet de Louis-Charles Fougeret de Monbron, le *Préservatif contre l'anglomanie*. Mais, au-delà de ces précisions, ce qui domine très logiquement d'ailleurs dès l'ouverture des hostilités, c'est bien l'anglophobie et le rejet du cosmopolitisme.

Pourtant, « La difficile acceptation de la puissance anglaise », à laquelle Dziembowski consacre sa deuxième partie, n'attend pas la paix pour se manifester. Vers 1760, le retournement brutal du rapport de force contraint les observateurs français à reconsidérer l'adversaire. La décennie 1760-1770 est surtout marquée

par un éclatement des modèles, les clivages entre anglophiles et anglophobes s'estompent. Le camp anglophile est en « désagrégation lente » (p. 312). Les philosophes sont de plus en plus séduits par les sages despotes éclairés de l'Europe continentale. Si l'anglomanie demeure, l'anglophilie régresse et Voltaire déplore cet engouement pour des sujets futiles. Du côté des anglophobes, du moins des anglophobes officiels, ceux qui travaillent pour le gouvernement, on assiste parallèlement à une remise en perspective des critiques adressées à l'adversaire. L'Angleterre sort maîtresse du conflit, il faut bien trouver des vertus à son vainqueur. C'est paradoxalement du côté des anglophobes que l'on se met à réfléchir sur les fondements de la puissance anglaise. Anglophobie et anglomanie se rapprochent pour considérer les valeurs morales, les mœurs, les coutumes anglaises comme les véritables sources du succès. Donner une source morale, le patriotisme héroïque, à la domination anglaise, permet d'en nier les causes plus fondamentales. L'Angleterre, dans ce schéma, demeure un colosse aux pieds d'argile : les colonies s'émanciperont un jour, sa force d'aujourd'hui sera faiblesse demain. Si la France ne peut prétendre à la domination coloniale, rien ne lui interdit de retrouver le sens patriotique et de dépasser sa rivale sur d'autres fronts.

C'est le sens de ce que l'auteur envisage dans une troisième partie : « La puissance anglaise source d'un nouveau patriotisme ». La véritable propagande qui, en Angleterre, se forme autour de William Pitt fascine le ministère français. Choiseul tente à son tour de façonner l'opinion en inventant les dons de vaisseaux au roi ; c'est lui qui demande au cardinal de La Roche-Aymon, archevêque de Narbonne, de proposer aux États de Languedoc qu'il préside l'offre d'une somme d'argent destinée à la construction d'un navire de guerre. Les États votent dans un délire d'enthousiasme et, dans les jours qui suivent, les différents corps du royaume ainsi que les particuliers rivalisent de générosité pour reconstruire la marine. Cet élan patriotique est encadré par la *Gazette* qui, très symboliquement, devient en 1762 *Gazette de France* et se félicite en date du 8 janvier de ce que tout Français « est aussi fidèle sujet que bon citoyen ». Poésies, pièces de théâtre, discours académiques viennent plus ou moins spontanément s'inscrire dans ce mouvement. Le patriotisme est à l'ordre du jour. Il ne va pas cependant profiter à la monarchie, et cela avant même la chute de Choiseul. L'auteur démontre de façon tout à fait convaincante combien le grand succès théâtral, *Le Siège de Calais* de Dormont de Belloy, tout en proclamant son loyalisme monarchique et en dénonçant le cosmopolitisme, est surtout perçu comme une valorisation du tiers état. Le bon roi, Philippe de Valois, est absent de la pièce, et le roi qui évolue sur les planches est le mauvais roi Édouard.

Au terme de cette étude érudite, dense et nuancée, on ne peut que suivre l'auteur dans sa démonstration. Une réserve cependant s'impose : bien des éléments présentés comme nouveaux dans les années 1760 sont déjà en place à la réception très contestée de la paix d'Aix-la-Chapelle qui aurait peut-être constitué un point de départ plus ferme. Enfin une question se pose également : pourquoi cet échec du patriotisme monarchique ? En instituant la rupture sous Maupeou, les explications précédentes avaient le mérite de la cohérence ; Dziembowski démontre fort bien que cette rupture est manifeste au moins depuis 1765 : on assiste à un émiettement, ou, pour reprendre des expressions de l'auteur, à une parcellisation, une atomisation

des modèles. Ne faudrait-il pas, pour mieux rendre compte de cet échec, faire entrer en ligne de compte les grands affrontements intérieurs qui agitent la société française, le long duel entre Jésuites et Jansénistes, les clivages au sein des Lumières, etc. ? Dans le procès engagé contre les Jésuites, le thème patriotique n'est pas absent puisqu'ils sont présentés comme des agents de l'étranger. Mais cela ne contredit pas les propos de l'auteur et tend au contraire à souligner l'importance du patriotisme : lorsque l'abbé Gabriel-François Coyer publie en 1755 sa *Dissertation sur le vieux mot de patrie*, il contribue incontestablement à l'ouverture d'un vaste débat et il donne à ce « vieux mot » un formidable « bain de jouvence ».

Monique COTTRET

André GUESLIN et Dominique KALIFA, dir., *Les Exclus en Europe (1830-1930)*. Paris, Les Éditions de l'Atelier-Éditions ouvrières, 1999. 16,5 × 24, 480 p. (Patrimoine).

Cet ouvrage reprend la substance d'un colloque organisé en 1998 à l'université Paris VII par le laboratoire « Histoire des sociétés occidentales », à l'initiative et sous la direction d'André Gueslin et de Dominique Kalifa.

En 1889, un rapporteur du congrès international d'Assistance caresse le rêve d'une société qui verrait « les valides au travail, les malades à l'hôpital, les enfants aux écoles, les infirmes à l'hospice, les mendiants endurcis dans une maison de détention ». Selon Christian Topalov, à qui nous empruntons la citation, c'est le renoncement à l'efficacité de ces dispositifs qui, dans les vingt dernières années du ^{xx}e siècle, constituerait la clef de l'apparition de la notion d'« exclus », « mot valise » dépourvu de valeur heuristique – pour Robert Castel ou, selon Serge Paugam, ici cité par Gueslin, « concept flou », utilisé d'évidence par l'opinion publique pour désigner ceux qui ont perdu leur travail et, en même temps, l'espoir d'en retrouver, nonobstant, doté d'un caractère opératoire. Le brusque élargissement contemporain des couches de population appartenant à « la zone de vulnérabilité » (Castel) n'est pas sans rappeler les débuts du capitalisme, où une majorité de la population était susceptible de basculer du jour au lendemain dans la précarité, voire dans les classes dangereuses. En développant ce point de vue, Christine Piette pose une des questions qui sert de fil directeur au colloque : le concept d'exclusion est-il transposable dans le champ disciplinaire de l'histoire et opératoire pour penser les mécanismes de disqualification propre au siècle du libéralisme ? Le colloque s'inscrit alors dans la réflexion de Nicole Loraux sur la valeur heuristique de l'anachronisme en histoire.

L'ouvrage s'ouvre sur un rappel des approches macrohistoriques de l'exclusion par Karl Marx et Michel Foucault et des analyses microhistoriques de Howard S. Becker et Erving Goffman ainsi que de Norbert Elias. Gueslin pose, au terme de l'introduction, un problème de méthode : faut-il choisir entre une macrohistoire volontiers sérielle et globale, susceptible de généralités abstraites ou recourir à des microhistoires d'exclus, pleines de sens, au risque d'aboutir à des phénomènes

d'induction, de généralisation inappropriée ? Les trente et une contributions réunies relèvent pour l'essentiel du second genre. Toutes concernent l'histoire sociale de l'Europe du XIX^e siècle et du premier quart du XX^e siècle (avec une place prédominante mais non exclusive de la France). Elles s'organisent en cinq séquences charpentées par de solides introductions.

La première, consacrée aux « voix de la pauvreté », s'intéresse aux relations qu'entretiennent l'exclusion, la pauvreté et la marginalité. Elle fait également la part belle au *linguistic turn* ; sous la plume de Pamela Cox, en particulier : la voix des pauvres est toujours encadrée par les modes d'expression et les systèmes de valeurs disponibles. Que peut dès lors nous apprendre leur parole quand on sait qu'elle passe presque toujours dans le filtre des « entrepreneurs de morale » ? Comment des visions de l'ordre social sont-elles légitimées, contestées ou rejetées ? Comment les hégémonies sont-elles soutenues ou défiées ? L'ouvrage aborde ensuite successivement les procédures d'exclusion, « de l'assistance à l'internement », et les « normes étatiques et juridiques ». Il s'attache aux rôles respectifs de ces « entrepreneurs de morale » que sont le législateur, le juge, le prêtre, le médecin, la police, le maire ou la famille ; il montre comment les catégories scientifiques du droit et de la médecine se substituent alors aux catégories morales et met à nu leurs vertus normatives. Décider du mot, c'est établir la frontière entre l'exclu, le marginal, le dévalué. C'est par-là même signifier et fixer la norme : « L'individu ou le groupe hors limite de la société dominante, stigmatisé par elle, révèle les ressorts secrets, sociaux et symboliques de cette dernière : critères de conformité physique, sexuelle, culturelle, intellectuelle, sociale au-delà de l'explicite des codes, des lois, des règlements [...], tout cet inconscient du langage social mobilisé dans le discours d'exclusion et que le contre discours d'inclusion doit démonter au préalable pour avoir une chance de mobiliser contre l'exclusion » (Christophe Charle). Cette dialectique à l'œuvre dans la plupart des communications n'exclut pas, déplacements d'accents aidant, de sérieuses différences d'appréciation, sinon des divergences, quant aux vertus intégratrices ou ségrégatives des institutions, de la République en particulier (Jacques Girault/Gérard Noiriel, par exemple).

Un ensemble d'interventions concerne « l'exclusion d'en bas », par quoi il faut comprendre la double exclusion de groupes qui souffrent d'un handicap physique, d'un rejet professionnel, d'un dénigrement social ou national ou d'une oppression ethnique mais qui voient de surcroît ce rapport d'infériorité poussé à son paroxysme par la négligence du groupe dominant, son refus de prendre en compte cet écart, la haine, l'intolérance, voire même la « résolution » du problème par la suppression du groupe considéré. Cet ensemble est introduit par Charle à qui l'on doit des propositions pessimistes, hélas éclairantes pour le contemporain : « La lutte contre la double exclusion a une probabilité d'advenir d'autant plus faible que le groupe considéré est proche de ceux qu'il paraît menacer. Des minorités ou des avant-gardes peuvent se mobiliser pour des exclus physiquement diminués ou des lointains géographiques parce qu'au fond, ceux-ci ne menacent personne dans la société dominante. » La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux représentations, à leur degré d'autonomie, à leur force opératoire. « Écrire ou représenter l'exclusion est évidemment la seule manière de la rendre visible », résume Kalifa. Selon lui, ce

n'est qu'au travers d'un répertoire de figures et des représentations qu'il est possible de saisir les significations ou les déplacements de l'exclusion. Cela ne signifie pas que le social soit texte mais aucune réalité n'émerge hors du langage qui la porte, la modèle, l'infléchit. La substance d'une table ronde qui a réuni des chercheurs venus d'horizons différents – juristes, sociologues, historiens de diverses périodes – offre au lecteur de premières lectures critiques de ces matériaux et réflexions.

On ne tentera pas ici l'inventaire des thèmes abordés. Leur diversité, qui vaut à l'ouvrage de pouvoir intéresser une large palette de lecteurs, pourrait laisser craindre l'éclectisme. Crainte infondée dès lors que la quasi-totalité des historiens mobilisent des problématiques similaires et procèdent à une appropriation de l'« interactionnisme symbolique », du *linguistic turn* et – de façon souvent critique – des conceptions foucaaldiennes (en particulier, Didier Nourrisson et Jean-Jacques Yvorel). Ainsi, l'ensemble présente une forte unité d'approche, jusque dans les points de vue qui s'affrontent (ou seraient susceptibles de le faire).

Dans une intervention liminaire consacrée à la Révolution française et l'exclusion, Jean-Clément Martin s'attache à montrer comment l'épisode, à cet égard fondateur, a généré de l'exclusion : exclusion du jeu politique d'une partie du corps social, estimé en deçà des limites objectives de la citoyenneté, exclusion de la nation des opposants à ses principes, exclusion des groupes et individus estimés nuisibles à l'avenir collectif, soit une césure politique, susceptible d'induire une approche et une chronologie spécifiques à la France. La série des communications privilégie toutefois une autre césure (au demeurant non exclusive), ancrée dans le social et, par-là, plus universelle. L'exclusion de la modernité libérale se distingue à plus d'un titre de celle des précédents siècles ou d'aujourd'hui. Un tournant décisif s'opère autour de 1830, montre Nicolas Veyssset : le dépôt napoléonien, cette procédure d'exclusion dominante, était inséparable d'un ordre social à construire. Il relevait d'une logique d'institution, d'une logique régaliennne visant à quadriller l'ensemble du territoire, à faire rentrer toute forme de déviance dans des lieux clos pour y réintégrer ce qui échappait à l'emprise de l'État. L'esprit des Lumières et le libéralisme économique mettent au centre de la société la notion de travail. C'est son absence qui, désormais, détermine la situation de pauvreté et donc de quasi-exclusion. Les « entrepreneurs de morale » s'en trouvent modifiés. L'anthropologie criminelle, la science pénitentiaire, les sciences médicale et psychiatrique, l'économie sociale, la sociologie, ces nouveaux savoirs corrélés au libéralisme fondent désormais la norme. Il revient alors au droit et à la science unis de forger des dispositifs de marginalisation efficaces adaptés à la modernité (Yvorel), soit une laïcisation de la définition du contentieux. Les institutions de prophylaxie se transforment à l'avenant. Elles reposent sur l'idée d'une mise ou remise au travail des pauvres. Les valeurs du travail et de la sédentarité ne relèvent plus de l'institution de la société, elles incarnent la normalité même et leur défaut ou leurs ratés apparaissent comme autant de cas possibles dans la déclinaison des pathologies sociales. L'enfermement des « sans feu ni lieu » fait place au traitement des déviants (Veyssset), tandis que la question sociale tend à se confondre avec celle de l'exclusion. Gueslin justifiait, d'entrée de jeu, la limite de 1930 par le souci de privilégier « les situations structurelles d'exclusion » que la crise et l'holocauste auraient pu

brouiller. Dans sa communication sur « l'engagement des catholiques français contre la pauvreté (1890-1960) », Bruno Dumons valide cette limite chronologique sur un autre mode. La France catholique du XIX^e siècle, qui valorise le travail pour d'autres raisons, fait de l'ouvrier le modèle du pauvre avec, pour corollaire, la stratégie missionnaire et le messianisme prolétarien qui, longtemps, caractérisent l'Église. Un progressif transfert entre le pauvre, qui procède pour la théologie d'une dimension anthropologique naturelle d'où il tire sa légitimité, et l'exclu, victime au contraire d'un processus social imputable à la société englobante, s'opère dans l'entre-deux-guerres. C'est la réflexion sur la « personne humaine » qui accélère alors la construction de la catégorie d'« exclu ». Ce changement de paradigme précipite la découverte des laissés-pour-compte de la redistribution ; au cœur de l'invention de la catégorie nouvelle, il mobilise les catholiques français en faveur de la réintégration des exclus dans le tissu social et parachève le « ralliement des catholiques » à la France républicaine (tout vingtiémiste, spécialiste d'histoire politique, lira cette contribution avec profit). Ce changement constitue une sortie du vide sémantique qu'il conviendrait de confronter avec celle que propose Christian Topalov s'agissant du chômeur. Dumons estime la nouvelle catégorie impropre pour appréhender la société du XIX^e siècle. Kalifa propose néanmoins de la retenir pour la « portée métaphorique » et la « fonction dramaturgique » du terme. L'« exclusion » paraît à beaucoup plus opératoire.

La valeur heuristique de l'anachronisme en histoire constituait une des questions initiales. Castel renverse la perspective en suggérant d'utiliser l'histoire pour essayer de caractériser positivement l'exclusion : le retranchement de la communauté, l'éradication d'individus ou groupes indésirables, l'enfermement dans des espaces clos mais à l'intérieur de la communauté, l'imposition d'un statut spécial à des groupes ou à des individus maintenus dans la communauté mais privés de certains droits – soit des pratiques réglementées, n'ayant rien de clandestin et dont on trouverait peu d'exemples dans la société contemporaine. Parler d'exclusion pour désigner une remontée de la précarité, de la vulnérabilité, de la marginalité revient dès lors selon cet auteur à « naturaliser le malheur » en renonçant à analyser les dynamiques qui, en amont, ont produit ce phénomène.

D'autres traversées de cet épais volume foisonnant d'idées étaient possibles. Puisse celle-ci attester de la pertinence de la démarche adoptée par les organisateurs du colloque.

Danielle TARTAKOWSKY

Christian TOPALOV, dir., *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*. Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1999. 16 × 24, 575 p., bibliogr., index (Civilisations et sociétés, 98).

Cet ouvrage collectif répond à un pari méthodologique et historiographique important : décortiquer un objet d'investigation, les projets réformateurs sous

la III^e République, selon l'intention des protagonistes eux-mêmes. Cette approche permet de dépasser les découpages historiographiques traditionnels par partis et alliances politiques et de regarder la III^e République sous un angle nouveau. Des associations multiples et variées constituent alors le véritable protagoniste de cet ouvrage : la Société d'économie sociale, le Musée social, le socialisme normalien, la Société générale des prisons, les congrès d'Assistance, la Société des visiteurs, la Société française des habitations à bon marché, l'Association générale des hygiénistes et des techniciens municipaux, l'Association pour la protection légale des travailleurs, l'Office du travail. Les auteurs de l'ouvrage consacrent un chapitre à chacune de ces associations.

Les quatre derniers chapitres, rédigés par Christian Topalov, complètent leurs analyses en montrant le rôle des trajectoires individuelles à la base de ces associations. Entre les individus et les associations, l'ambition est bien celle de reconstituer les réseaux, à la fois personnels, professionnels et politiques. « Il y a des lieux de rencontre », mais « il y a aussi des hommes nombreux, qui circulent [d'une association] à l'autre ».

Cette démarche permet de rendre compte non seulement des changements des élites (la fin des notables, l'émergence des spécialistes), mais aussi et surtout des instruments par lesquels ces changements s'opèrent. Ces modifications exigent en effet celles des règles du jeu. La hiérarchie fondée auparavant sur la naissance et l'argent et, ensuite, seulement sur l'argent, se définit finalement par le rapport étroit entre argent, bienfaisance et savoir. La bienfaisance, dans sa nouvelle version, la solidarité, exige des formes nouvelles de financement, mais elle arrive aussi à engendrer ses propres sources de financement. Dans ce contexte, le savoir joue un rôle de plus en plus important : la science constitue un élément de légitimation des politiques économiques, urbanistes et de santé publique. Dans ces trois domaines, les limites entre « savants » et spécialistes sont floues. C'est pourquoi à l'essor des interventions étatiques dans ces domaines correspond le développement des associations mentionnées et l'institutionnalisation universitaire des disciplines correspondantes.

Ainsi, le passage de la charité ou de la bienfaisance au *welfare state*, déjà discuté au sein du Musée social et du réseau normalien « Albert Thomas », s'exprime, à l'intérieur des groupements professionnels, dans le rapport entre formes de secours mutuels, coopératives et assurances proprement dites. L'évolution des congrès d'Assistance (voir l'article de Didier Renard, « Assistance et bienfaisance des congrès d'Assistance, 1889-1911 ») montre bien ce passage. L'appropriation de la notion d'assistance par les dirigeants républicains exprime à la fois l'affirmation définitive de la République et la pénétration de nouvelles formes d'interventionnisme en France.

Une transformation analogue affecte les associations ouvrières et les assurances. Efficience contre solidarité, voilà l'enjeu sous-jacent. L'excellent article de Bernard Gibaud (« Les réseaux de la prévoyance sociale. Assureurs et mutualistes, interférences et différenciation, 1883-1914 ») rend compte de la naissance des bases actuelles du système français de prévoyance « fondé sur une organisation bipolaire, marchande et non-marchande ». Cette opposition repose, d'une part, sur

l'antagonisme entre techniques actuarielles et principe de solidarité et, d'autre part, sur la classification de la population et des travailleurs entre ayants droit et exclus. L'attitude au travail et la définition d'invalides acquièrent là une importance majeure.

La portée de l'ouvrage tient au fait que cet enjeu, déjà considérable en soi, est lié, en amont, à l'évolution de l'économie politique et, en aval, à celle de l'architecture et de l'hygiène. Ainsi, à la confrontation entre assurance et secours mutuel correspond la confrontation entre l'économie politique et l'économie sociale qui porte à la fois sur la méthode et sur le but de l'économie. Si l'économie politique est de plus en plus spécialisée, l'économie sociale vise au contraire à recouvrir tout l'ensemble du champ social. Si les « économistes », rassemblés autour du *Journal des économistes*, défendent l'approche déductive de l'école classique, les nouveaux « économistes sociaux », fondateurs de la *Revue d'économie politique*, sont partisans de la méthode inductive. Du coup, l'analyse des accidents du travail, le rapport entre solidarité et interventionnisme et, de manière générale, le rôle de l'État dans l'économie seront différents. Le chapitre rédigé à ce sujet par Marc Penin (« Un solidarisme interventionniste. La *Revue d'économie politique* et la nébuleuse réformatrice, 1887-1914 ») explique bien ces aspects, sans oublier le christianisme social qui, assez important à l'époque, en France et dans plusieurs pays européens, a été souvent délaissé ou mal compris par les historiens.

Un tournant similaire s'amorce au sein des hygiénistes et des architectes : l'aménagement du territoire et de manière générale la question de l'hygiène constituent deux des principaux enjeux intellectuels et politiques entre 1889 et 1914. La Société française des habitations à bon marché (étudiée par Susanna Magri) marque le passage, fort controversé, d'une forme d'assistance libérale à une intervention directe des pouvoirs publics dans le secteur des constructions. Des choix importants s'annoncent : l'organisation des logements « populaires » (par famille ou collectif ?), leur assignation (comment conjuguer « besoin » et efficacité ?) et, enfin, leur but (se borner à améliorer les conditions hygiéniques ou aller jusqu'à un véritable aménagement du territoire ?).

Cet ouvrage permet donc de jeter une lumière nouvelle sur la III^e République, sur l'origine de certains clivages et orientations encore présents de nos jours (rôle et fonctionnement des syndicats et des mutuelles, évolution de l'économie politique, aménagement du territoire). Ces résultats découlent de la méthode adoptée qui mise sur les individus, sur leurs trajectoires et sur leurs réseaux plutôt que sur certains découpages institutionnels ou historiographiques (partis politiques, groupes sociaux). Le pas suivant, reconnu par le directeur de l'ouvrage, consisterait à se questionner sur le rapport entre ces deux critères d'analyse, et donc entre perceptions et autoperceptions des protagonistes, entre ambitions et résultats obtenus.

Alessandro STANZIANI

Anatoli VICHNEVSKI, *La Faucille et le rouble. La modernisation conservatrice en URSS*. Trad. du russe par Marina VICHNEVSKAÏA. Paris, Gallimard, 2000. 14 × 22,5, 467 p., index (Bibliothèque des histoires).

L'auteur a une formation de démographe et il appartient à une génération particulière d'académiciens ex-soviétiques, ceux qui ont publié leurs ouvrages à partir des années 1970. Ces deux éléments nous permettent de saisir les principaux aspects de cet ouvrage, ses points de force et ses faiblesses. Car, sans doute, ses parties les mieux réussies sont celles qui puisent dans les techniques démographiques, à savoir, le chapitre consacré à l'évolution démographique générale de la société soviétique et l'analyse de l'évolution des membres du parti communiste par sexe, âge et profession.

Pourtant, *La Faucille et le rouble* n'est pas un ouvrage de démographie historique ; tout au contraire, c'est un travail que l'on pourrait qualifier de généraliste, à la fois par sa chronologie (le ^{xx}e siècle domine, mais les références aux trois siècles précédents sont assez nombreuses) et par son objet : l'économie, la politique, l'idéologie, la démographie, la littérature, la religion, l'Empire et les nationalités, l'éducation, etc. Bref, nous trouvons là une « approche globale » de l'histoire soviétique. Une telle solution reflète en réalité moins une ambition vulgarisatrice qu'un engagement moral et politique de l'auteur par rapport aux principales questions qui se posent aujourd'hui en Russie : jusqu'où pousser la réforme de l'économie ? Quelle attitude adopter vis-à-vis des nationalités ? La Russie doit-elle s'intégrer pleinement au sein de la communauté européenne et « occidentale » ?

Cet engagement de l'auteur ne manque pas d'affecter ses analyses. Ainsi, il revient plusieurs fois sur le clivage qui, selon lui, caractérise toute la pensée russe depuis au moins Pierre le Grand, entre, d'une part, les partisans du « rouble » et de l'économie monétaire à l'occidentale et, d'autre part, les partisans de la faucille, c'est-à-dire des traditions agraires russes. Il ajoute que, en réalité, même les « occidentalistes » auraient été favorables à un compromis entre ces deux idéaux : la « modernisation conservatrice » aurait ainsi dominé la Russie depuis Pierre jusqu'aux bolcheviks. Cette thèse, qui constitue l'argument central de l'ouvrage, est sans doute intéressante, car elle permet d'encadrer la révolution d'Octobre et l'expérience soviétique dans un processus de longue durée.

Cependant, cet argument central est moins démontré que revendiqué ; l'auteur tient en effet à souligner que seule une acceptation définitive et sans réserves du « modèle occidental » permettrait à la Russie de sortir des difficultés actuelles et de ne plus sombrer dans les « crises » du passé. Un tel « engagement » conditionne son usage des sources historiques. Anatoli Vichnevski a recours à des données publiées à des moments et dans des pays différents, ou encore à des jugements de quelques-uns des protagonistes, sans cependant jamais s'interroger sur la production et la signification de ces sources. Pour quelles raisons certains jugements de Vassili Kliuchevskii ou de Lénine seraient-ils pertinents et pas d'autres ? Il ne nous est pas donné de le savoir, si ce n'est par leur concordance avec les thèses de l'auteur : la Russie de la fin du siècle aurait alors des éléments capitalistes (thèse de Lénine), et celle des années 1970 se caractériserait par la « stagnation » (argument des gorbatchéviens).

En réalité, cette question renvoie à un problème plus général, à savoir la manière dont les historiens pratiquent les approches comparatives. Qu'il s'agisse de l'héritage, de l'évolution agraire ou du processus de croissance industrielle et urbaine, Vichnevski explique les « insuffisances » de la Russie en prenant comme exemple un « Occident » parfois mythique, mais le plus souvent coïncidant avec le cas anglais. Nous trouvons là un héritage important d'une certaine historiographie occidentale des années 1960 et 1970 conjuguée par moments avec un retour assez étonnant à une « systémique » positiviste « fin de siècle » (les systèmes, affirme l'auteur, sont distingués en « simples » et « complexes », selon le rôle du marché et la différenciation). Ce type de comparatisme s'intègre parfaitement à la foi de l'auteur dans l'existence des « lois du développement ». Les « lois historiques » seraient universelles et nécessaires : tous les pays tendent vers la démocratie et le marché. Cette approche, loin d'être isolée en Russie aujourd'hui, est également répandue dans certains milieux occidentaux (les économistes du FMI, p. ex.). Elle oblige pourtant l'auteur à délaisser l'hétérogénéité des chemins « occidentaux » (ainsi, les différences entre Angleterre, Allemagne et France), sans parler de l'évolution du Japon ou de la Chine. Tout au contraire, l'État bolchevik est bien évidemment rapproché du despotisme asiatique... (p. 304).

Les transformations sont alors toujours « inévitables », et si jamais on s'y oppose, c'est la catastrophe. La meilleure solution consiste donc à laisser la société se développer seule, tel un organisme, et réduire au minimum l'intervention de l'État. Vichnevski applique ce principe à la Russie d'hier (changement irréversible des sociétés agraires traditionnelles, disparition de la petite production, effondrement des totalitarismes, de l'URSS) et à celle d'aujourd'hui. Cette dernière doit marcher vers la démocratie et le marché, en dépit des « accidents de parcours ». La Russie doit donc devenir un système « normal » (terme sans doute ambigu, mais qui depuis une bonne décennie est extrêmement répandu en Russie dans les conversations courantes, dans les articles de presse, parfois même dans des revues spécialisées). Cette normalisation requiert une acceptation inconditionnée des principes du « rouble », donc d'une économie monétaire, et surtout la constitution d'une bourgeoisie, car l'absence de ces éléments a toujours entravé le chemin de la Russie vers la modernité. L'échelle du temps est une : « L'URSS même à la fin des années 1980 n'a pas encore tout à fait rattrapé la France de cette lointaine époque » (p. 156). Vichnevski entend par-là la France du XVI^e siècle ! Déterminisme historique et engagement politique (au sens large) de l'auteur ne font qu'un.

On a l'impression que, par rapport à la plupart des tournants historiques, l'auteur se borne à un *post hoc, ergo propter hoc*. C'est pourquoi, autant il insiste sur certaines persistances, sur la longue durée, propres à la Russie, autant il banalise le mot révolution. Les différents chapitres portent ainsi sur la révolution économique, la révolution culturelle, la révolution démographique, la révolution idéologique. Le temps requis par ces changements n'est jamais problématisé, ce qui empêche l'auteur de saisir non seulement le choix et les bifurcations historiques (incompatibles avec son déterminisme), mais aussi les décalages et les rattrapages entre les différentes composantes du monde russe. De ce fait, l'auteur ne mentionne jamais le fait que la dernière Russie tsariste conjugait l'introduction relative d'une « économie de

marché » avec la persistance du système traditionnel des *sosloviva* (« États d'ancien régime »). C'est précisément cette coexistence, bien plus que les réticences des « populistes » envers le monde industriel, qui permet d'expliquer les tensions et les émeutes de l'époque.

Finalement, l'attitude envers le colonialisme russe demeure également ambiguë : si, d'une part, Vichnevski critique le colonialisme et le nationalisme, y compris grand-russe, de l'autre, il laisse échapper, par exemple, que « la présence de la Russie au Turkestan avait permis dès le début d'inoculer une dose ne serait-ce qu'infime de dynamisme occidental aux khanats médiévaux en stagnation » (p. 341-342).

De ce point de vue, cet ouvrage va sans doute permettre de comprendre l'évolution des attitudes de certains groupes d'intellectuels russes à l'égard de leur propre histoire et des revirements actuels.

Alessandro STANZIANI

Pavel POLIAN, *Ne po svojej vole. Istoriâ i geografiâ prinuditel'nyh migrasii v SSSR* [Contre sa volonté. Histoire et géographie des migrations forcées en URSS]. Moscou, OGI Memorial, 2001. 16,4 × 22,5, 328 p., bibliogr., index.

L'ouvrage de Pavel Polian – géographe de formation, collaborateur de l'institut de géographie de l'Académie des sciences de Russie, qui a reçu pour la réalisation de cette étude le soutien de la fondation Heinrich Böll – cherche à se placer d'emblée dans la lignée d'un double héritage intellectuel et scientifique : celui de l'historien américain de la période stalinienne Robert Conquest (*The Nation killer. Soviet deportations of nationalities*, Londres, Macmillan, 1970) dont l'ouvrage propose de voir dans le traitement des nationalités par Staline un prolongement de la politique coloniale impériale, et celui de l'écrivain Alexandre Soljenitsine (*L'Archipel du goulag*, Paris, Seuil, 1974) qui a offert les premiers matériaux factuels pour une étude des déportations massives réalisées par l'État soviétique.

L'objectif énoncé de l'auteur est de présenter une typologie et une chronologie des migrations forcées en URSS, en montrant à chaque fois leurs spécificités territoriales et historiques. Les pratiques et les logiques du déplacement forcé concernent en effet l'ensemble du territoire soviétique de ses débuts en 1919 à la mort de Staline en 1953 qui font ainsi l'objet de l'étude de Pavel Polian.

Ce projet est d'autant plus séduisant que le terme *pereselenie* (déplacement) apparaît effectivement, à l'issue de la lecture de cet ouvrage, comme l'un des mots-clés de la période stalinienne. Très tôt a émergé une volonté de l'État soviétique d'organiser et de maîtriser la mobilité des populations dans un double mouvement de surveillance (à travers la passeportisation ou l'attribution du droit de résidence) et de sanction (au moyen de l'assignation à résidence, du déplacement forcé, de l'emprisonnement ou du remembrement ethnique), et ce, alors même qu'il semble exister une très grande mobilité de la population russe, qu'elle soit d'ordre structurel – par le biais des migrations pendulaires, de l'*othod* ou de l'exode rural tel que l'ont

étudié Jeffrey Burds (*Peasant dreams and market politics. Labor migration and the Russian village, 1861-1905*, Pittsburg, PA, Pittsburg University Press, 1998) ou Barbara Alpern Engel (*Between the field and the city. Women, work and family in Russia, 1861-1914*, Cambridge, NY, Cambridge University Press, 1994) pour la période présoviétique – ou conjoncturel – en situation de guerre comme le montre, par exemple, l'ouvrage de Peter Gatrell (*A whole empire walking. Refugees in Russia during World War I*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1999).

L'ouvrage procède dès lors à un certain nombre de choix. Certains d'entre eux font l'objet de justifications ou de présentations explicites telles que l'opposition géographique entre les déplacements de l'intérieur qui renvoient à la gestion du territoire soviétique et les déplacements de l'extérieur qui se réfèrent aux relations internationales entretenues entre l'URSS et l'Europe, ou encore la distinction effectuée entre les déportations individuelles (fournissant la main-d'œuvre des goulags) et les déplacements collectifs qui aboutissent à la création de colonies spéciales ou de zones surveillées.

Pour d'autres, les motivations sont moins claires. Le choix de la périodisation demeure ainsi inexplicé, même s'il ne semble pas *a priori* illégitime. Il en va de même pour le fait de concevoir la Seconde Guerre mondiale comme le pivot chronologique du texte, et de la question du traitement des prisonniers allemands comme un axe central, sans que leurs liens avec les logiques politiques de l'époque ne soient parfaitement développés. C'est aussi et enfin le cas du traitement principalement factuel de la question des déplacements forcés, auquel se cantonne l'auteur. Nous reviendrons plus loin sur les problèmes théoriques et épistémologiques que soulève cette option.

Par son organisation bipartite, l'ouvrage de Polian – qui consacre sa première section aux migrations forcées internes à l'URSS en procédant, d'une part, à un découpage chronologique (1919-1939 puis 1939-1953) et en établissant, d'autre part, une cartographie des mouvements de population – reste de facture classique. La seconde section, qui porte sur les migrations forcées internationales (impliquant l'URSS et divers pays d'Europe), se concentre sur le traitement des populations allemandes pendant et après la Seconde Guerre mondiale et procède à une typologie – fondée sur des critères juridiques, économiques et géographiques – de la mobilité forcée des Allemands et d'autres nationalités par l'État soviétique. Les pages qui concernent les déportations préventives des familles allemandes, finlandaises et grecques soviétiques en 1941-1942, sur lesquelles les fac-similés des instructions officielles corrigées de la main même de Lavrenti Pavlovitch Beria et les cartothèques offrent un éclairage unique, en constituent sans nul doute l'un des moments forts.

L'un des intérêts de *Ne po svojej vole* est ainsi de rendre intelligibles les catégories soviétiques de la mobilité contrainte dans leur complexité (voir, notamment, le grand tableau de la classification des types de déportations, p. 47), et d'offrir une lisibilité à l'ampleur et à la variété des déplacements (dont certains ont pu être enchaînés) et, dans une certaine mesure, aux stratégies politiques qui les ont sous-tendus. Polian restitue ainsi fidèlement la terminologie et le vocabulaire

administratifs et techniques des migrations forcées. L'exhaustivité de sa documentation fait de ce manuel un livre socle dont l'intérêt est encore accru par le contenu des annexes qui offrent des matériaux inédits utiles à toute historiographie future des déplacements forcés. À elles seules la liste des déplacements et la chronologie des actes officiels avec sources archivistiques correspondantes méritent d'être remarquées.

Les questions que soulève cet ouvrage résident en premier lieu dans les quelques maladroites – « l'excursion historique » et introductive dans les migrations forcées avant Hitler et Staline qui remonte allègrement en une demi-douzaine de pages jusqu'à l'asservissement des Juifs dans la Babylone et l'Égypte antique, en passant par le commerce triangulaire au ^{xvi}^e siècle – qui peuvent laisser penser que ce travail porte encore quelques traces d'une rhétorique, si ce n'est d'une démarche scientifique, soviétique.

Mais au-delà de ces questions formelles, le problème principal de l'ouvrage de Polian se situe tout entier dans la portée et la signification d'un traitement factuel du contemporain. La pratique qui consiste à produire une reconstruction du réel au moyen du document et de l'écriture, sinon « documentaire », du moins « documentée », trouve ses ressorts techniques dans les dispositifs discursifs d'une tradition littéraire dite « factographique » qui existe en Russie depuis la fin du ^{xix}^e siècle déjà. Dans cette forme d'écriture, une place centrale est dévolue au « vrai », au « fait », au non-fictionnel. Dans un tel cadre, la révélation de la signification du fait social relève, alors, de façon ultime, d'une démarche littéraire et non d'un questionnement d'ordre scientifique. Le travail sur l'événement débouche ainsi sur cette « illusion factologique » que décrit Léonid Heller (« Le mirage du vrai. Remarques sur la littérature factographique en Russie », *Communication*, 17, 2001, p. 143-177), c'est-à-dire un espace littéraire et idéologique qui prend le fait pour le vrai, et qui en vient rapidement à produire une mémoire mythique – ou non déconstruite – de soi-même, comme à participer à sa propre perpétuation.

L'un des problèmes majeurs de ce type de démarche est, en effet, qu'elle repose sur une dimension « esthétique » au sens kantien du terme, qui se veut fondatrice. Comme si la sincérité de l'intention morale – ne pas travestir, ne pas traduire, ne pas trahir, montrer dans les détails sans fournir d'autre analyse qu'un compte rendu factuel, sans juger – pouvait suppléer au travail de la raison. Cette « histoire » et cette « géographie » qui s'en tiennent à une description, certes méticuleuse et scrupuleusement exacte mais totalement aproblématique, posent finalement la question du sens qu'elles donnent à ce réel qu'elles décrivent sans décrypter : un sens dont on peut se demander s'il doit être délégué à d'autres, s'il reste à venir et encore en chantier, ou s'il est définitivement posé par l'auteur comme impossible à atteindre.

Élisabeth GESSAT-ANSTETT